



DECLARATION CNSIS DU 25 JUIN 2025

Monsieur le président, mesdames et messieurs les élu.e.s, cher.e.s collègues

Les restrictions budgétaires qui nous sont promises pour 2026 après celles de 2025, font déjà des victimes, des postes gelés, détruits malgré les besoins déjà non satisfaits dans les services publics.

Les rapports parfois tendus entre les services publics, "pompiers", "police", "samu", "hospitaliers" "travailleurs de la route", ont à une majorité écrasante un manque de moyens pour moteur, quand il ne s'agit pas de problème de personnes.

Les nouvelles qui nous viennent de tous les services des différentes régions c'est la question de l'emploi des fonctionnaires des filières sapeur-pompier, administrative, technique, médico-sociale, des emplois qui manquent et des emplois qui sont menacés.

Alors que les services d'incendie et de secours constatent la raréfaction du temps disponible qui leur ai proposé par les sapeurs-pompiers volontaires, et que le délai moyen de présentation du 1er engin sur intervention s'est dégradé depuis 2014 de plus de 2 minutes, alors que rien ne garantit que ce soit le bon engin, qu'il est complet ou que les agents qui arment l'engin ont les compétence requises, aucune déclaration des divers responsables politiques ne semble s'en inquiéter.

Il y a quelques temps les lieux de décision pour l'organisation de la Sécurité civile bruissaient d'un consensus autour du besoin de financement des SIS pour assurer leurs missions.

Certains fondaient beaucoup d'espoirs sur le Beauvau de la Sécurité Civile, et le projet de loi qui devrait en découler, leur optimisme pourrait être insuffisant pour changer la situation réelle. Avec une nouvelle cure d'économies qu'on nous annonce sévères, dans notre secteur comme dans les autres du service public, il y aura un effet immédiat sur la qualité du service public pourtant déjà dégradé, et c'est une vraie attaque contre les conditions de travail qui devraient pourtant être améliorées.

Alors que nous n'avons collectivement jamais été aussi riches, que les gouvernements successifs se montrent ambitieux pour que notre pays s'arme, les services publics qui sont le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas est une fois de plus pas financer à la hauteur des besoins.

C'est le moment où ressortent les poncifs anti-fonctionnaires avec des années de comparaison choisies très opportunément et une définition de fonctionnaire pour le moins vague et fluctuante. Pourtant les fonctionnaires sont garants du service public, les attaquer c'est fragiliser le service public.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les élu.e.s, cher.e.s collègues, merci de votre attention.